

ENGAGEMENT DE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

CAUTION PONCTUELLE

- **POUR DEPOT D'UNE DEMANDE DE CONTRAT DE STOCKAGE PRIVE**
- **DE VIANDE PORCINE** -

Nous, soussignés, **[nom de l'organisme habilité à se porter caution]**, dont le siège social est situé au **[adresse de l'organisme]**, immatriculés au registre du commerce et des sociétés de **[lieu d'immatriculation]** sous le numéro **[numéro RCS]**, représenté par **[nom, fonction, adresse d'élection de domicile]**, ayant tous pouvoirs à cet effet¹,

certifions être agréés par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement conformément à l'article L.511-10 du Code monétaire et financier et détenir la capacité de nous porter caution en faveur de tiers²,

déclarons nous engager, conjointement et solidairement avec **[nom de la société garantie]**, dont le siège social est situé au **[adresse de la société garantie]**, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de **[lieu d'immatriculation]** sous le numéro **[numéro RCS]**,

à payer, dans le cadre de la réglementation communautaire et conformément au règlement (CE) n° 826/2008 du 20 août 2008, sur simple demande de FranceAgriMer – 12, rue Henri Rol-Tanguy – 93555 Montreuil/Bois Cedex- et dans les 30 jours de la demande sans pouvoir soulever le bénéfice de discussion et de la division, et sans pouvoir différer le paiement ou soulever de contestation pour quelque motif que ce soit -- et à concurrence de la somme de **[en chiffres et en lettres]**,

toute somme, en principal, intérêts, et sanctions et autres accessoires, dont la société **[nom de la société garantie]** pourrait être redevable au titre des règlements CE n° 826/2008 et UE n° 68/2011 pour garantir l'exécution d'un contrat de stockage privé de **[quantité en tonnes]** de **[produit]** d'une durée de stockage de **[durée de stockage]** mois.

Fait à [lieu],

Le [date]

Signature autorisée et cachet

¹

¹ Pour les organismes dont le siège social est établi dans un autre Etat membre de l'espace économique européen indiquer ici : « déclarons détenir, dans le cadre des procédures prévues aux articles L.511-22 et 23 du code monétaire et financier, la capacité de nous porter, en France, caution en faveur de tiers.